

Focus secteur public local

Les finances des collectivités territoriales et
des groupements à fiscalité propre : PREMIERS RESULTATS 2012

Cette publication présente les premières estimations pour l'exercice 2012 des finances locales réalisées à partir des comptes définitifs et provisoires disponibles au 30 avril 2013.

Les **charges de fonctionnement** augmentent pour toutes les catégories de collectivités et de groupements pour atteindre 157,7 milliards d'euros en 2012. Le rythme de progression constaté en 2012 est légèrement supérieur à celui enregistré en 2011 (+3,1% contre +2,8%). Cette progression est particulièrement sensible pour les groupements de communes (+6,6% en 2012 contre +4,7% en 2011) ainsi que, dans une moindre mesure, pour les départements (+3,1% en 2012 contre +2,8% en 2011). Les communes et les régions enregistrent, quant à elles, des progressions quasi identiques à celles de l'exercice précédent (+2,2% pour les communes et +2,7% pour les régions).

Les **subventions et contingents**, soit 63,6 milliards d'euros, représentent le premier poste de dépense pour l'ensemble des collectivités et groupements. Ce poste progresse à un rythme légèrement supérieur par rapport à l'exercice précédent (+3,1% contre +2,9% en 2011). Ce type de dépense augmente de +3,7% en 2012 pour les départements (58% du total des subventions et contingents) contre +3,3% en 2011. Pour les régions (18% du total des subventions et contingents), la progression est de +1,6% en 2012 contre +1,3% en 2011.

Les **frais de personnel** augmentent, pour l'ensemble des collectivités et groupements, à un rythme plus soutenu en 2012 (+3,3% contre +2,4% en 2011). Pour les départements, une progression de +2,6% est attendue en 2012, contre +1,9% en 2011, portant les frais de personnel à 11,4 milliards d'euros en 2012. Pour les régions, ce poste de dépense progresse de +3,8% pour s'établir à près de 3 milliards d'euros, après une progression de +2,8% en 2011.

Les frais de personnel des communes, qui s'élèvent à 34 milliards d'euros (soit 62% du total toutes collectivités confondues) enregistrent une progression plus soutenue par rapport à l'exercice précédent (+2,6% contre +1,8%). Les charges de personnel des groupements (6,3 milliards d'euros en 2012) conservent leur dynamisme (+8,7% en 2012 contre +7,0% en 2011).

Les **charges financières** (4,5 milliards d'euros) progressent en 2012 de +4,6% après un exercice de progression plus soutenue (+9,2% en 2011) pour les collectivités et les groupements pris dans leur ensemble. Parmi ces charges, les charges d'intérêts, soit 90% du total, progressent de +4,3%. Cette progression est liée à l'augmentation de l'encours de la dette, particulièrement dans le cas des communes et des régions (progression de l'encours communal de 1,5 milliards par rapport à 2011 et de 1,1 milliards pour les régions sur le même intervalle). Elle est cependant contenue par la modération des taux d'intérêts.

Les **produits de fonctionnement**, toutes structures confondues, progressent de +1,7% en 2012 (contre +3,7% entre 2010 et 2011) pour atteindre 188,7 milliards d'euros.

La progression des produits de fonctionnement reste modérée pour les communes (+1,6% en 2012 contre +3,4% en 2011) et pour les départements (+0,7% en 2012 contre +4,3% en 2011). Les groupements et les régions enregistrent, quant à eux, un taux de progression identique à celui de l'exercice précédent (+5,2% en 2012 contre +5,1% en 2011 pour les groupements et +1,5% en 2012 contre +1,8% en 2011 pour les régions).

Les **impositions directes** ont atteint 72 milliards d'euros, soit 38% du total des produits de fonctionnement en 2012. Ils ont progressé de +3,6%.

Les impositions directes des communes (31,7 milliards d'euros en 2012) enregistrent une progression identique à celle de l'exercice précédent (+3,4%).

Les impositions directes des groupements, soit 16,4 milliards d'euros, progressent en 2012 plus rapidement que l'ensemble (+4,1% contre +3,6% pour l'ensemble des collectivités et groupements). Pour les départements, cette catégorie de ressource (19,3 milliards d'euros en 2012) progresse de +3,9% en 2012. Les impositions directes des régions (4,5 milliards d'euros) augmentent également, mais à un rythme moindre (+2% en 2012).

Le produit des **impôts indirects et autres taxes** a atteint 41,3 milliards d'euros, soit 22% du total des produits de fonctionnement. Ils conservent en 2012 leur niveau de 2011 pour les collectivités et les groupements pris dans leur ensemble.

Concernant plus particulièrement les départements, cette ressource, qui représente 38% du total de leurs produits de fonctionnement, enregistre une légère diminution (-0,6%), liée à un recul des droits de mutations à titre onéreux de l'ordre de -7,6%. Cette évolution conditionne aussi la progression du poste « impôts indirects et autres taxes » pour les communes qui se maintient en 2012 au niveau de 2011, après avoir enregistré une progression de +7,1% en 2011. Ce type de recette reste cependant dynamique pour les groupements et enregistre en 2012 une progression de +4,8%, atteignant ainsi un montant de 4,5 milliards d'euros, soit 18% des produits totaux.

Les **concours de l'Etat**, dont la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) s'élèvent en 2012 à 52,3 milliards d'euros, soit 26% du total des produits de fonctionnement. Depuis l'exercice 2011, pour associer les collectivités territoriales à l'effort de maîtrise des dépenses publiques, le montant des concours financiers entrant dans l'enveloppe normée, soit l'ensemble des prélèvements sur recette, hors fonds de compensation de la TVA et dotations issues de la réforme de la fiscalité locale est gelé.

La progression enregistrée en 2011 (+6,4%) pour l'ensemble des collectivités et des groupements provient de l'intégration de la DCRTP à ce poste.

Conséquence du dynamisme des charges par rapport aux produits, la **capacité d'autofinancement (CAF) brute**, toutes collectivités et groupements confondus, diminue en 2012 (-4,8%) pour s'établir à 31 milliards d'euros.

Ce recul de la capacité d'autofinancement concerne toutes les catégories de collectivités. Il est assez sensible pour les départements dont la capacité d'autofinancement s'établit en 2012 à 7,6 milliards (-13,9%). Cette baisse fait suite à deux exercices de progression soutenue (+14,4% en 2011 et +24% en 2010). La capacité d'autofinancement brute des régions diminue de -2,1% en 2012 pour s'établir à 5,3 milliards d'euros. Les communes voient, elles aussi, leur autofinancement brut diminuer en 2012 de -1,8% pour atteindre pratiquement 13 milliards.

Seule la capacité d'autofinancement brute dégagée par les groupements (soit 5 milliards en 2012) reste stable par rapport à son niveau de 2011 (+0,2%).

Les **emplois d'investissement (hors dette)**, toutes collectivités et groupements confondus, s'élèvent à 52,7 milliards d'euros. Ils enregistrent une hausse de +1,8% après +3,8% en 2011. Cette progression est portée par le bloc communal dont les emplois d'investissement continuent à progresser mais à un rythme moindre qu'en 2011. Ainsi, les communes (45% des emplois totaux) voient ces emplois progresser de +3,1% en 2012 contre +6,3% en 2011. De même pour les groupements, une augmentation de +5,8% est enregistrée en 2012 contre +10,7% en 2011. Les emplois d'investissements des départements et des régions restent orientés à la baisse en 2012 (-2,2% pour les départements et -0,4% pour les régions).

Les **dépenses d'équipement direct**, toutes collectivités et groupements confondus, augmentent de +2,3% en 2012 après une progression de +1% entre 2010 et 2011. Le bloc communal est le principal investisseur direct du secteur public local et réalise 75% du total de ce type de dépense.

Les communes contributrices à 75% de ce type de dépense pour le bloc communal, voient leurs dépenses augmenter à un rythme plus rapide en 2012 (+4% contre +1,5% en 2011). L'investissement des groupements progresse de +5,1% en 2012 après une augmentation de +12% en 2011. En revanche, les dépenses d'équipement des départements et des régions baissent pour la troisième année consécutive (-2,9% pour les départements et -3,7% pour les régions).

Les **subventions d'équipement** sont principalement versées par les départements et les régions. Ces deux collectivités représentent 77% du total des subventions versées. Les communes et leurs groupements en sont notamment bénéficiaires. Ainsi, sur un total de près de 12,8 milliards d'euros de subventions versées, près de 5 milliards ont pour bénéficiaire une autre structure comprise dans le champ de l'étude. Ce type de dépense progresse de +2,5% en 2012.

Les **ressources d'investissement** (hors emprunt) sont en légère baisse (-1%) en 2012.

Les recettes issues du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) augmentent de +1,8%. Cette augmentation résulte directement du dynamisme des dépenses d'équipement du bloc communal.

Les autres dotations et subventions progressent de +3,6% en 2012. Plus du tiers (soit pratiquement 4 milliards d'euros en 2012) proviennent d'autres structures comprises dans le champ de l'étude.

Les ressources d'investissement hors emprunt et autofinancement, première source de financement de l'investissement, ne permettent pas d'assurer la couverture totale des emplois d'investissement. Les collectivités ont donc eu recours à l'emprunt à hauteur de 17,2 milliards d'euros en 2012. Dans le même temps, elles ont remboursé un montant de près de 14 milliards d'euros. L'**endettement** des collectivités a par conséquent augmenté de 3,2 milliards d'euros en 2012.

Budgets principaux

TABLEAU DE SYNTHÈSE (ensemble des communes, départements, régions et groupements de communes)

	2011	Evolution 2010/2011 définitif	2012 (1)	Evolution 2011/2012 (2)
FONCTIONNEMENT				
Charges de fonctionnement	152 933	2,8%	157 684	3,1%
dont:				
Achats et charges externes	29 153	2,3%	29 934	2,7%
Frais de personnel	52 998	2,4%	54 748	3,3%
Subventions et contingents	61 708	2,9%	63 626	3,1%
Charges financières	4 266	9,2%	4 464	4,6%
Produits de fonctionnement	185 482	3,7%	188 663	1,7%
dont:				
Impôts directs	69 511	-5,1%	72 011	3,6%
Impôts indirects et autres taxes	41 213	16,4%	41 352	0,3%
Concours de l'Etat	52 593	6,4%	52 312	-0,5%
Subventions et participations	8 274	1,8%	8 426	1,8%
Capacité d'autofinancement brute	32 549	8,1%	30 978	-4,8%
INVESTISSEMENT				
Emplois d'investissement (hors dette) dont:	51 780	3,8%	52 692	1,8%
Dépenses d'équipement direct	36 565	1,0%	37 418	2,3%
Subventions d'équipement versées	12 454	0,8%	12 761	2,5%
<i>dont subventions d'équipement versées entre structures du champ de l'étude</i>	4 843	-1,1%	4 966	2,5%
Ressources d'investissement (hors emprunt) dont:	19 300	1,3%	19 104	-1,0%
FCTVA	4 792	-11,9%	4 878	1,8%
Autres dotations et subventions	9 291	3,6%	9 622	3,6%
<i>dont dotations reçues entre structures du champ de l'étude</i>	3 545	3,1%	3 495	-1,4%
ENDETTEMENT				
Emprunts souscrits	15 540	3,3%	17 205	10,7%
Remboursement d'emprunts	11 290	-1,2%	13 937	23,4%

Notes :

- (1) l'estimation 2012 est calculée à partir des balances définitives 2012 centralisées au 30 avril 2013 et des balances provisoires 2012 centralisées à la même date,

- (2) évolution constatée en exécution entre l'estimation 2012 et les données définitives 2011.

TABLEAUX DETAILLES

Tableau 1 : Les communes

	2011	Evolution 2010/2011 définitif	2012 (1)	Evolution 2011/2012 (2)
FUNCTIONNEMENT				
Charges de fonctionnement dont:	63 859	2,3%	65 291	2,2%
Achats et charges externes	16 220	2,1%	16 686	2,9%
Frais de personnel	33 201	1,8%	34 055	2,6%
Subventions et contingents	9 590	3,1%	9 661	0,7%
Charges financières	2 194	7,6%	2 251	2,6%
Produits de fonctionnement dont:	77 015	3,4%	78 211	1,6%
Impôts directs	30 697	3,4%	31 747	3,4%
Fiscalité reversée par les GFP	9 178	6,0%	9 257	0,9%
Impôts indirects et autres taxes	6 404	7,1%	6 409	0,1%
Concours de l'Etat	19 501	0,2%	19 231	-1,4%
Subventions et participations	2 916	-1,6%	2 963	1,6%
Capacité d'autofinancement brute	13 157	9,0%	12 920	-1,8%
INVESTISSEMENT				
Emplois d'investissement (hors dette) dont:	22 957	6,3%	23 665	3,1%
Dépenses d'équipement direct	20 619	1,5%	21 445	4,0%
Subventions d'équipement versées	1 127	-7,4%	1 371	21,6%
Ressources d'investissement (hors emprunt) dont:	10 844	-0,4%	10 937	0,9%
FCTVA	2 497	-13,8%	2 618	4,9%
Autres dotations et subventions	4 677	-1,9%	5 287	13,1%
ENDETTEMENT				
Emprunts souscrits	6 301	1,2%	7 063	12,1%
Remboursement d'emprunts	5 582	1,4%	5 341	-4,3%

Notes :

- (1) l'estimation 2012 est calculée à partir des balances définitives 2012 centralisées au 30 avril 2013 et des balances provisoires 2012 centralisées à la même date,

- (2) évolution constatée en exécution entre l'estimation 2012 et les données définitives 2011.

Tableau 2 : Les groupements à fiscalité propre

	2011	Evolution 2010/2011 définitif	2012 (1)	Evolution 2011/2012 (2)
FONCTIONNEMENT				
Charges de fonctionnement dont:	18 022	4,7%	19 210	6,6%
Achats et charges externes	5 508	2,8%	5 764	4,7%
Frais de personnel	5 768	7,0%	6 268	8,7%
Subventions et contingents	5 053	3,8%	5 384	6,6%
Charges financières	639	13,6%	673	5,2%
Produits de fonctionnement dont:	23 096	5,1%	24 292	5,2%
Impôts directs	15 805	-0,7%	16 446	4,1%
Fiscalité reversée aux communes	-9 178	6,0%	-9 257	0,9%
Impôts indirects et autres taxes	4 244	-1,2%	4 449	4,8%
Concours de l'Etat	8 818	15,8%	8 742	-0,9%
Subventions et participations	896	0,6%	1 012	13,0%
Capacité d'autofinancement brute	5 074	6,3%	5 082	0,2%
INVESTISSEMENT				
Emplois d'investissement (hors dette) dont:	8 489	10,7%	8 978	5,8%
Dépenses d'équipement direct	6 329	12,0%	6 655	5,1%
Subventions d'équipement versées	1 453	4,7%	1 589	9,4%
Ressources d'investissement (hors emprunt) dont:	3 240	12,8%	3 192	-1,5%
FCTVA	693	-0,4%	766	10,5%
Autres dotations et subventions	1 741	10,5%	1 604	-7,9%
ENDETTEMENT				
Emprunts souscrits	2 592	26,3%	3 242	25,1%
Remboursement d'emprunts	1 499	-2,1%	1 697	13,2%

Notes :

- (1) l'estimation 2012 est calculée à partir des balances définitives 2012 centralisées au 30 avril 2013 et des balances provisoires 2012 centralisées à la même date,

- (2) évolution constatée en exécution entre l'estimation 2012 et les données définitives 2011.

Tableau 3 : Les départements

	2011	Evolution 2010/2011 définitif	2012 (1)	Evolution 2011/2012 (2)
FONCTIONNEMENT				
Charges de fonctionnement dont:	54 340	2,8%	56 025	3,1%
Achats et charges externes	5 635	0,1%	5 606	-0,5%
Frais de personnel	11 167	1,9%	11 455	2,6%
Subventions et contingents	35 759	3,3%	37 094	3,7%
Charges financières	867	8,2%	942	8,7%
Produits de fonctionnement dont:	63 199	4,3%	63 656	0,7%
Impôts directs	18 621	-17,5%	19 343	3,9%
Impôts indirects et autres taxes	22 806	28,0%	22 670	-0,6%
Concours de l'Etat	14 998	9,2%	14 995	0,0%
Subventions et participations	4 003	6,6%	3 874	-3,2%
Capacité d'autofinancement brute	8 859	14,4%	7 631	-13,9%
INVESTISSEMENT				
Emplois d'investissement (hors dette) dont:	11 700	-3,8%	11 448	-2,2%
Dépenses d'équipement direct	6 757	-6,3%	6 565	-2,9%
Subventions d'équipement versées	4 583	-2,1%	4 507	-1,7%
Ressources d'investissement (hors emprunt) dont:	3 108	-3,5%	3 004	-3,3%
FCTVA	1 062	-13,4%	1 007	-5,2%
Autres dotations et subventions	1 526	-5,0%	1 538	0,8%
ENDETTEMENT				
Emprunts souscrits	3 899	7,0%	3 812	-2,2%
Remboursement d'emprunts	2 660	-19,0%	2 543	-4,4%

Notes :

- (1) l'estimation 2012 est calculée à partir des balances définitives 2012 centralisées au 30 avril 2013 et des balances provisoires 2012 centralisées à la même date,

- (2) évolution constatée en exécution entre l'estimation 2012 et les données définitives 2011.

Tableau 4 : Les régions

	2011	Evolution 2010/2011 définitif	2012 (1)	Evolution 2011/2012 (2)
FONCTIONNEMENT				
Charges de fonctionnement dont:	16 712	2,7%	17 159	2,7%
Achats et charges externes	1 791	10,1%	1 879	4,9%
Frais de personnel	2 862	2,8%	2 970	3,8%
Subventions et contingents	11 307	1,3%	11 487	1,6%
Charges financières	566	12,6%	598	5,7%
Produits de fonctionnement dont:	22 171	1,8%	22 504	1,5%
Impôts directs	4 389	-13,5%	4 475	2,0%
Impôts indirects et autres taxes	7 758	6,2%	7 825	0,9%
Concours de l'Etat	9 275	7,6%	9 344	0,7%
Subventions et participations	459	-11,3%	576	25,6%
Capacité d'autofinancement brute	5 459	-1,0%	5 345	-2,1%
INVESTISSEMENT				
Emplois d'investissement (hors dette) dont:	8 633	1,6%	8 602	-0,4%
Dépenses d'équipement direct	2 860	-5,7%	2 753	-3,7%
Subventions d'équipement versées	5 290	4,6%	5 294	0,1%
Ressources d'investissement (hors emprunt) dont:	2 109	2,0%	1 971	-6,6%
FCTVA	540	-12,8%	487	-9,9%
Autres dotations et subventions	1 347	0,8%	1 193	-11,4%
ENDETTEMENT				
Emprunts souscrits	2 748	3,6%	3 088	12,3%
Remboursement d'emprunts	1 550	10,3%	2 000	29,1%

Notes :

- (1) l'estimation 2012 est calculée à partir des balances définitives 2012 centralisées au 30 avril 2013 et des balances provisoires 2012 centralisées à la même date,

- (2) évolution constatée en exécution entre l'estimation 2012 et les données définitives 2011.

Consolidation budgets principaux et budgets annexes

L'activité des nombreux services publics des communes et des groupements à fiscalité propre, notamment les services industriels et commerciaux, est retracée dans des budgets annexes. Aussi, afin de fournir une vision la plus complète possible des finances du « bloc communal », un tableau regroupant les données des budgets principaux et des budgets annexes est présenté, en plus des données des budgets principaux seuls, pour ces deux catégories de collectivités.

Afin d'éliminer les doubles comptes, les opérations réciproques entre les deux types de budgets retracées dans les comptabilités ont été neutralisées

Tableau 5.1 : les communes

	2011	Evolution 2010/2011 définitif	2012 (estimation)	Evolution 2011/2012
FONCTIONNEMENT				
Charges de fonctionnement	67 007	2,4%	68 473	2,2%
Produits de fonctionnement	81 508	3,4%	82 678	1,4%
Capacité d' autofinancement brute	14 502	13,4%	14 205	-2,0%
INVESTISSEMENT				
Emplois d'investissement (hors dette)	25 808	5,8%	26 401	2,3%
Ressources d'investissement (hors emprunt)	11 965	-1,1%	12 114	1,2%
ENDETTEMENT				
Emprunts souscrits	7 557	1,9%	8 243	9,1%
Remboursement d'emprunts	6 337	1,1%	6 099	-3,8%

Notes :

(1) l'estimation 2012 est calculée à partir des balances définitives 2012 centralisées au 30 avril 2013 et des balances provisoires 2012 centralisées à la même date,

(2) évolution constatée en exécution entre l'estimation 2012 et les données définitives 2011.

Tableau 5.2 : les groupements à fiscalité propre

	2011	Evolution 2010/2011 définitif	2012 (estimation)	Evolution 2011/2012
FONCTIONNEMENT				
Charges de fonctionnement	24 500	5,0%	26 371	7,6%
Produits de fonctionnement	31 650	5,4%	33 529	5,9%
Capacité d' autofinancement brute	7 150	6,1%	7 158	0,1%
INVESTISSEMENT				
Emplois d'investissement (hors dette)	12 711	11,2%	13 347	5,0%
Ressources d'investissement (hors emprunt)	4 864	12,5%	4 940	1,6%
ENDETTEMENT				
Emprunts souscrits	4 383	14,9%	5 503	25,6%
Remboursement d'emprunts	2 457	-1,1%	2 767	12,6%

Précisions méthodologiques :

La présente note décrit les premiers résultats pour l'**exercice 2012** des finances locales (communes, groupements à fiscalité propre¹, départements et régions).

Elle présente les montants attendus en 2012 pour les principales masses financières des collectivités et groupements à fiscalité propre ainsi que les évolutions observées entre les montants estimés de 2012 et les données définitives de 2011.

Les données de 2012 sont estimées à partir des balances définitives centralisées à la date du 30 avril 2013 dans l'infocentre de la DGFIP ou de la balance incluant les opérations de la journée complémentaire, pour les collectivités et groupements n'ayant pas clôturé leurs comptes à cette date.

Afin de faciliter l'analyse, la note rappelle, pour chaque poste de dépense ou de recette, l'évolution enregistrée entre les données définitives de 2010 et celles de 2011.

Enfin, les opérations d'ordre budgétaire sont exclues des montants restitués dans la partie investissement pour le calcul des évolutions. Ce retraitement permet de déterminer avec une plus grande précision les montants financiers en jeux.

¹ Métropole, communautés urbaines, communautés de communes, communautés d'agglomération, syndicats d'agglomérations nouvelles